

Après un an de négociations entre le gouvernement de José Luis Zapatero et les syndicats, la réforme du service public audiovisuel espagnol, la RTVE (Radio Television Espanola), a été officialisée. Lourdemment endettée (2,5 milliards d'euros en 2005), la RTVE réduit ses dépenses en coupant dans la masse salariale : près de 43 % des effectifs vont disparaître, ceux-ci passant de 9 366 salariés à 6 400, dont une partie en contrat à durée déterminée. Son statut est également modifié : la RTVE devient une corporation, ses dépenses sont plafonnées, enfin elle a de nouvelles obligations de qualité pour les deux chaînes publiques, notamment des pourcentages de contenus de production propre, tout ceci s'accompagnant d'une augmentation très importante des subventions étatiques à la chaîne publique, déjà passées de 78 à 255 millions d'euros en 2006. Enfin, pour couper le lien entre le pouvoir politique et le service public espagnol, la direction de la RTVE ne sera plus nommée par le chef de l'exécutif mais par les députés et ce seront des professionnels du secteur qui devront être choisis. L'équivalent espagnol du CSA est déjà envisagé.

Source :

- « Restructuration massive au sein de la RTVE en Espagne », Diane Cambon, *Le Figaro*, 17 juillet 2006.